

Discipliner la marginalité : le combat contre l'ébriété et la mendicité dans les rues des villes équatoriennes pendant la période progressiste (1883-1895)

ALEXIS MEDINA

*CHERCHEUR ASSOCIÉ À LA PONTIFICIA UNIVERSIDAD CATÓLICA DEL
ECUADOR*

alexis.medina@hotmail.fr

Introduction

1. « ¡La embriaguez se propaga en el Ecuador de manera alarmante! », s'exclamait, en 1887, Juan León Mera, un des écrivains les plus reconnus et le principal idéologue conservateur du dernier tiers du XIX^e siècle (Mera, 1887 ; 18). Pour faire face à l'appréhension de Mera, le gouvernement du président Antonio Flores (1888-1892) cherche à combattre l'ivrognerie et, plus généralement, tous les vices considérés comme consubstantiels aux secteurs populaires, tels que l'oisiveté. Il fait donc interner dans les institutions de bienfaisance les sujets considérés comme indésirables, oisifs et dangereux, notamment les mendiants et les ivrognes qui déambulent dans les rues des villes équatoriennes, en particulier à Quito.
2. En réalité, le combat contre l'ébriété et la mendicité s'intensifie pendant trois périodes déterminantes de l'histoire de la construction de l'État-nation équatorien : la période conservatrice dominée par la figure de Gabriel García Moreno (1860-1875) (Demelas et Saint-Geours, 1989), le progressisme, courant politique cherchant à incarner une voie moyenne entre le conservatisme et le libéralisme et au pouvoir entre 1883 et 1895 (Cárdenas Reyes, 2005 ; Medina, 2016), et la Révolution libérale, dont Eloy Alfaro est la figure de proue (1895-1912) (Ayala Mora, 2002). Comme l'a

souligné Foucault pour l'Europe, dans l'Équateur garcien, puis progressiste et libéral, les institutions de bienfaisance continuent à jouer « ce rôle de “mise en discipline” de la population. [...] Elles avaient des objectifs religieux (la conversion et la moralisation), économiques (le secours et l'incitation au travail), ou politiques (il s'agissait de lutter contre le mécontentement ou l'agitation) » (Foucault, 1975 ; 213-214). Si ces fonctions des établissements de bienfaisance se renforcent à partir de la période conservatrice (1860-1875), elles sont déjà présentes à l'époque coloniale tardive, lors de la mise en place des réformes bourbonniennes, comme en témoigne la fondation de l'Hospice de Quito, en 1785 (Benítez Arregui, 2015 ; 33-53).

3. Les efforts pour contrôler la population par le biais de la bienfaisance s'inscrivent plus largement dans l'émergence, en Équateur, de ce que Foucault appelle la « modalité panoptique du pouvoir » (Foucault, 1975 ; 223), plus subtile que la coercition directe. Cette modalité devient polyvalente dans ses applications : elle sert « à amender les prisonniers, mais aussi à soigner les malades, à instruire les écoliers, à garder les fous, à surveiller les ouvriers, à faire travailler les mendiants et les oisifs » (*ibid.* ; 207), le tout avec une grande économie de moyens. Après la période garcienne, le progressisme constitue une étape importante dans la formation d'une « société disciplinaire » (*ibid.* ; 219), notamment sous le mandat d'Antonio Flores. Le premier président progressiste, José María Plácido Caamaño (1883-1888) doit faire face à l'opposition des guérillas libérales radicales formées par les paysans métis de la Côte, qu'il finit par disperser au bout de trois ans de quasi-guerre civile. Lorsque Flores arrive au pouvoir en 1888, il prend la tête d'un pays pacifié et a donc les moyens de mettre en œuvre le cœur du projet politique progressiste et d'approfondir la modalité panoptique du pouvoir avec un double objectif de développement économique et de contrôle des secteurs populaires. Ce n'est pas un hasard si le panoptisme se renforce sous le régime progressiste, qui correspond à une étape essentielle du développement du capitalisme équatorien et de l'intégration du pays au marché international (Ortiz Crespo, 1981).

4. Quel rapport entre les institutions de bienfaisance en tant qu'instruments de contrôle et les rues des villes équatoriennes ? Comme le rappelle Eduardo Kingman, la charité s'exerce dans la cité. Il s'agit d'une institution urbaine qui se distingue des pratiques de distribution de secours dans le monde rural. La cité est, en outre, un espace où se constitue une large couche de personnes dépourvues d'emploi et de toute forme de protection

(Kingman, 1996 ; 100). Le pouvoir cherche alors à « mettre au travail » cette main d'œuvre potentielle au nom de l'accroissement de la richesse nationale et à en contrôler la circulation dans l'espace public urbain.

5. Nous chercherons à définir les enjeux de la lutte contre l'ébriété et la mendicité en Équateur sous la période progressiste, notamment sous le mandat d'Antonio Flores. Nous nous attarderons d'abord sur les modalités de ce combat, avant de nous intéresser aux motivations qui expliquent le durcissement des efforts pour réduire à la fois l'ivrognerie et l'oisiveté attribuées aux secteurs populaires.

Le combat contre la mendicité et l'ébriété sous le mandat d'Antonio Flores

« NETTOYER » LES RUES

6. En 1890, le ministre de Bienfaisance d'Antonio Flores, Elías Lasso, rappelle que le gouvernement s'est donné deux objectifs depuis son accession au pouvoir : d'une part, « recoger [...] todos los mendigos de la Capital y prohibir en ella la mendicidad » et, d'autre part, « disminuir la embriaguez »¹.
7. À vrai dire, au XIX^e siècle, la mendicité n'est pas interdite en tant que telle. Cependant, les codes pénaux de 1871, 1889 et 1906, qui correspondent aux périodes conservatrice, progressiste et libérale, respectivement, contiennent tous un chapitre sur les *vagos y mendigos*, selon lequel ces derniers doivent être placés sous surveillance policière pour une durée d'un à trois ans. Les mendiants qui se déguisent, font semblant d'être malades, utilisent de faux papiers ou portent des armes, encourrent des peines de prison allant jusqu'à un an². Les codes pénaux de 1889 et de 1906 reprennent presque mot pour mot le code garcien en ce qui concerne ce chapitre : ni les progressistes ni les libéraux assoupliront la législation qui cherche à criminaliser les mendiants. Au contraire, sous la période progressiste, Antonio

1 *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública, Justicia, Beneficencia y Caridad y Estadística al Congreso constitucional de 1890*, Quito, Imprenta de la Universidad, 1890, p. 37 et 39.

2 *Código penal de la República del Ecuador*, Quito, Imprenta nacional, 1871, p. 11 ; *Código penal y Código de enjuiciamientos en materia criminal de la República del Ecuador*, Nueva York, Imprenta de Las Novedades, 1889, p. 83 ; *Código penal de la República del Ecuador*, Quito, Imprenta nacional, 1906, p. 76-77.

Flores la considère insuffisante si le pouvoir exécutif ne se montre pas déterminé à réduire la mendicité. Le président souhaite vider les rues de la capitale de ses mendiants pour les transférer, de gré ou de force, à l'Hospice de Quito. L'ordre est donné le 8 mai 1891 et pas moins de soixante-quatre mendiants sont internés³.

8. Parallèlement, Flores fait de la lutte contre l'ivrognerie une de ses priorités, s'inscrivant en cela dans la droite ligne de García Moreno. D'une part, le gouvernement cherche à faire œuvre de pédagogie en distribuant dans tout le pays une brochure mettant en garde contre les effets pervers de l'alcool, intitulée *Demonio Alcohol*, que García Moreno avait déjà imprimée dans le journal officiel⁴. D'autre part, l'exécutif n'hésite pas à recourir à la coercition. Entre 1889 et 1892, le ministre de Bienfaisance envoie trois circulaires aux gouverneurs de province pour leur demander de contenir l'ébriété par tous les moyens légaux et d'envoyer à tous les ministres la liste des fonctionnaires qui auraient été « contaminés par ce vice » et qui seront ensuite radiés de la fonction publique⁵. Par ailleurs, en 1890, le président et le Congrès adoptent un décret privant les alcooliques, désignés comme *ebrios consuetudinarios*, de leurs droits civils⁶. Ces derniers ne méritent pas de faire partie du corps social et politique aux yeux des élites, comme en témoignent les propos de Juan León Mera : « El borracho no es gente, porque se ha desnudado por completo de las condiciones que, para serlo, requiere la naturaleza » (Mera, 1887 ; 18). Finalement, l'exécutif incite les gouverneurs et les conseils municipaux à envoyer les alcooliques à l'Asile d'aliénés de Quito, qui dépend de l'Hospice.

9. Le résultat de cette politique volontariste est un grossissement des effectifs de l'Hospice de Quito. Si le nombre de mendiants a légèrement fléchi entre 1890 et 1891, il connaît une rapide progression en 1892, après l'ordre présidentiel d'interner tous les mendiants de la capitale (110 mendiants en moyenne entre 1888 et 1890, 81 en 1891 et 152 en 1892). Quant au nombre des personnes retenues à l'Asile, dont la plupart sont des ivrognes, il augmente rapidement : ils sont 17 en 1890, 48 en 1891 et 76 en 1892⁷.

3 *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos, Instrucción pública, Justicia, Beneficencia y Caridad y Estadística, al Congreso Constitucional de 1892*, Quito, Imprenta del Gobierno, 1892, p. 66.

4 *Ibid.*, p. 69.

5 *Ibid.*; *Diario Oficial*, n°20, 23/02/1889, p. 154.

6 *Diario Oficial*, n°264, 9/09/1890, p. 1985.

7 Les chiffres proviennent de « Informe del colector de rentas del Hospicio y Hospital San

Cette année-là, l'Asile héberge pratiquement autant d'alcooliques que d'aliénés (79).

LES CASAS DE TEMPERANCIA

10. La décision de retenir un nombre croissant d'alcooliques à l'Asile finit par poser problème rapidement, car elle détourne l'établissement de sa principale fonction. Le responsable financier de l'Hospice de Quito s'en fait écho :

El Manicomio fue establecido para los locos involuntarios, más no para los voluntarios [...]. ¿No es fácil que los locos en un momento de excitación nerviosa cayeran repentinamente sobre hombres que han vuelto a su estado normal? ¿O que éstos en sus momentos de delirio quisiesen maltratar a aquellos? ¿No es por tanto necesaria la separación?⁸

11. Flores décide alors de fonder une *casa de temperancia* à Quito, un établissement destiné à l'internement et à la réhabilitation des ivrognes. Il s'agit d'un projet ancien : une première *casa* avait été créée à Cuenca en 1876, sous l'impulsion de l'archidiacre Miguel León. Par la suite, l'Assemblée Constituante de 1883-1884 a ordonné la création d'une *casa de temperancia* nationale⁹. Finalement, deux lois régulant les compétences des municipalités, approuvées en 1887 et 1888, délèguent aux conseils municipaux la responsabilité de créer les *casas de temperancia*, « para asilo de los ebrios consuetudinarios que se presenten en los lugares públicos »¹⁰. Toutefois, ces dispositions sont suivies de peu d'effet, car rares sont les municipalités en mesure de mettre en place ces établissements. Le gouvernement de Flores en est conscient : il décide donc, en 1891, de limiter ses ambitions en lançant la construction d'une seule *casa de temperancia* nationale. Pour ce faire, il achète une propriété à Quito destinée au nouvel établissement, « a fin de que el lugar ocupado por los ebrios en el Hospicio lo fuese por los mendigos »¹¹. Le gouvernement considère que ces deux institutions, la casa de Cuenca et celle de Quito, suffiront à couvrir les besoins du pays et à satis-

Lázaro de Quito. Cuadro n°1 » et « Documentos V. Beneficencia y Caridad », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos*, op. cit., 1890, s. p ; *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos*, op. cit., 1892, p. 69 ; « Movimiento del Hospicio y Hospital San Lázaro de Quito, en el mes de abril », *Diario Oficial*, n°340, 10/06/1891, p. 3308.

8 « Informe del Colector de rentas del Hospicio », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos*, op. cit., 1892, p. 18.

9 *El Nacional*, n°95, 18/04/1884, p. 4.

10 *El Nacional*, n°282, 27/08/1887, p. 2 ; n°19, 15/10/1888, p. 75.

11 *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos*, op. cit., 1892, p. 66.

faire « el objeto que han perseguido las Legislaturas de 1884, 1887 y 1888 como urgente para el bienestar moral de la Nación y el castigo del degradante vicio »¹².

12. Cependant, l'Hospice de la capitale, la *casa de temperancia* de Cuenca et le projet de construction de celle de Quito sont victimes du manque chronique de moyens financiers. En 1890, le ministre de Bienfaisance exhorte le Congrès à soutenir ces établissements, en accordant une subvention annuelle de dix mille sucres à l'Hospice et les fonds nécessaires à l'élargissement de la *casa* de Cuenca afin qu'elle puisse héberger deux cents personnes. Selon le ministre, ces initiatives suffiraient pour éradiquer la mendicité à Quito et réduire l'ébriété au niveau national¹³. En 1888, le Parlement a déjà accordé huit mille sucres à la *casa de temperancia* de Cuenca¹⁴, mais le ministre ne manquera pas de rappeler, en 1890 et en 1892, que la somme n'a toujours pas été déboursée¹⁵. Bien que le Congrès vote des sommes considérables pour le maintien des institutions de bienfaisance, en réalité les établissements concernés ne reçoivent qu'une modeste partie des fonds prévus.
13. Face aux difficultés financières, le gouvernement se contente de quelques mesures symboliques. Ainsi accorde-t-il, en 1891, cinq cents sucres à l'Hospice de Quito pour l'achat de vêtements destinés aux mendiants de la capitale, qui y sont retenus sur ordre du président à partir du mois de mai¹⁶. Si ce genre de gestes représentent une aide bienvenue, ils ne parviennent pas à cacher le manque structurel de moyens. Dans ces conditions, les associations privées de bienfaisance et les congrégations laïques, formées par des membres des élites équatoriennes, prennent souvent le relais. La Société de Saint-Vincent-de-Paul, par exemple, fait un appel au dons lors de l'internement des mendiants à l'Hospice de Quito en 1891¹⁷.
14. C'est précisément faute de financement que la *casa de temperancia* de Quito ne verra jamais le jour. De ce fait, malgré les efforts de Flores, à la fin

12 *Ibid.*, p. 70.

13 *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos, op. cit.*, 1890, p. 37-39.

14 *El Nacional*, n°457, 10/08/1888, p. 1939.

15 *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos, op. cit.*, 1890, p. 38 ; « Informe del Colector del Hospital, Hospicio y Casa de Temperancia de Cuenca », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos, op. cit.*, 1892, p. 33.

16 *Ibid.*, p. 66.

17 *Asilo de mendigos*, Quito, Imprenta de Sanz, 1891.

de son mandat, les ivrognes sont toujours envoyés à l'Hospice¹⁸. Pendant la période progressiste, seule la *casa de temperancia* de Cuenca ouvre ses portes. Une ordonnance municipale de 1889 en établit le fonctionnement. Seul le Conseil Municipal est autorisé, après un vote à bulletin secret, à interner une personne à la *casa de temperancia*, sur pétition d'un ou plusieurs conseillers municipaux, de toute autorité municipale, des parents ou des grands-parents de la personne en question. La durée de l'internement est de six mois à un an la première fois, d'un à trois ans en cas de récidive. Le Conseil peut, par la même procédure, rendre leur liberté aux personnes retenues dans la *casa* avant la fin de la durée maximale de leur internement. La *casa de temperancia* est gardée par la police municipale, qui doit, également, surveiller les personnes qui quittent l'établissement afin qu'elles ne récidivent pas, en particulier dans les espaces publics¹⁹.

Surveiller, punir... et rendre utile

CONTRÔLER LES GROUPES DANGEREUX

15. Le vocabulaire employé pour désigner à la fois l'ébriété et la mendicité est souvent celui de la maladie, comme s'il s'agissait d'une infection ou d'un cancer qui s'en prendrait à la bonne santé de la société et qu'il faudrait par conséquent éradiquer. Ainsi, le ministre de Bienfaisance, Elías Lasso, considère-t-il que « el abuso de los licores alcohólicos es hoy la *lepra* de la clase obrera del viejo mundo y va por desgracia *contagiando* a la nuestra »²⁰. Mera inclut l'ébriété au nombre de vices tels que le jeu ou le concubinage qui, à ses yeux, se répandent rapidement, le poussant à affirmer que « la patrie est malade, très malade » (Mera, 1887 ; 3). De son côté, le responsable financier de l'Hospice de Quito estime qu'avant la décision de Flores de vider la capitale de ses mendiants, les pauvres « pullullaient » dans les rues et que grâce au bon sens du président « se ha quitado de en

18 « Informe del Gobernador de la provincia de Pichincha », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos*, op. cit., 1892, p. 10.

19 « Ordenanza municipal de Cuenca para la retención de ebrios », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos*, op. cit., 1892, p. 37.

20 *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos*, op. cit., 1890, p. 39. C'est nous qui soulignons.

medio de la sociedad aquella espantosa plaga, si me permite la expresión »²¹.

16. À vrai dire, les autorités ne cherchent pas à élucider le contexte social dans lequel naissent la mendicité et l'alcoolisme, mais considèrent, au contraire, ces derniers comme le résultat de choix délibérés opérés par des parasites sociaux. L'expression la plus courante pour désigner les alcooliques est significative : il s'agit de « fous volontaires »²². Les mendiants, pour leur part, sont considérés comme des parasites qui refusent de travailler et se contentent de vivre de la générosité d'autrui. Selon le responsable financier de l'Hospice de Quito, avant la décision de Flores d'interner tous les mendiants de la capitale, « aquellos que se encontraban en posibilidad de dedicarse a alguna profesión o industria, se abandonaban al ocio con la seguridad de que tendrían lo necesario para vivir mediante la caridad »²³. Précisément pour éviter d'accueillir de faux mendiants, le ministre propose plus de contrôles de la part de l'Hospice, qui devrait, à ses yeux, exiger aux mendiants de prouver leur insolvabilité et leur incapacité à travailler²⁴.
17. Par ailleurs, l'alcoolisme n'est pas envisagé comme un problème de santé publique, mais de sécurité. Pour Juan León Mera, l'ivrognerie est « el escorpión que anida en el pecho humano para predisponerle á todos los delitos y crímenes » (Mera, 1887 ; 17). Quant au ministre de Bienfaisance, son principal argument en faveur de la lutte contre l'ivrognerie est la réduction du taux de criminalité : « sin el abuso del licor los crímenes quedarían reducidos a un diez por ciento de los que hoy se perpetran »²⁵. Il s'agit d'une estimation certes fantaisiste, mais qui révèle le lien établi par les autorités entre ébriété et délinquance.
18. En réalité, ce qui fait la dangerosité de l'alcoolisme c'est qu'il est, aux yeux, des élites, un vice consubstantiel aux secteurs populaires. Nous l'avons évoqué, pour le ministre de Bienfaisance, Elías Lasso, c'est la lèpre de la « classe ouvrière »²⁶. Mera, pour sa part, déplore que la « race indienne » et, plus généralement, la plèbe, les travailleurs journaliers et les

21 « Informe del Colector de rentas del Hospicio », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos*, op. cit., 1892, p. 18.

22 *Ibid.*

23 *Ibid.*

24 *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos*, op. cit., 1890, p. 37.

25 *Ibid.*, p. 39.

26 *Ibid.* Dans le contexte équatorien de l'époque, cette expression désigne surtout les artisans.

artisans « no hagan cosa alguna sin la compañía de las botellas : beben cuando se casan, beben junto á la pila bautismal de sus hijos, beben junto á los cadáveres de sus padres, beben cuando han terminado una choza, beben en sus fiestas religiosas, beben con cualquier pretexto: en todo y para todo es beber y emborracharse » (Mera, 1887 ; 18-19)²⁷. Néanmoins, à la différence de Lasso, Mera reconnaît que l'alcoolisme n'est pas l'apanage des secteurs populaires, mais qu'il concerne toutes les classes sociales, y compris « la clase que algo se levanta ya de esta esfera miserable » et même « la bonne société », « la gente que viste levita y blasona de noble » (Mera, 1887 ; 18-19). Il rappelle, d'ailleurs, que le pays importe abondamment des liqueurs étrangères destinées aux secteurs les plus aisés (Mera, 1887 ; 19). Cependant, les élites équatoriennes associent en général l'alcoolisme aux secteurs populaires. La mendicité est également vue sous le prisme de la sécurité, comme l'attestent les codes pénaux de 1871, de 1889, de 1906 et même celui de 1938, qui placent tous le chapitre sur les *vagos y mendigos* dans le titre sur les crimes et les délits contre la sécurité publique²⁸.

19. En outre, l'ivrognerie étant considérée comme une faute morale, elle a pour conséquence la perte des droits civils depuis 1890²⁹. Certaines autorités, à l'instar du responsable financier de la *casa de temperancia* de Cuenca, renoncent même à réhabiliter les ivrognes, qu'ils croient condamnés, et considèrent que le principal bienfait des *casas de temperancia* est de leur offrir la possibilité d'une mort chrétienne :

Uno de los mayores beneficios que reportan las Casas de Temperancia es, en mi concepto, el de evitar a muchos de los ebrios la triste suerte de morir en las calles, sin ningún auxilio espiritual y poniendo en peligro su salvación; al paso que, aislados en una casa de Beneficencia, mueren como cristianos³⁰.

20. La rue est donc considérée comme l'espace de l'isolement, de la solitude et de la damnation pour les sujets marginaux, qui doivent donc être

27 Deux ans plus tard, le vicaire forain d'Ambato, ville dont Mera est originaire, formulera le même reproche, en des termes très semblables : « la embriaguez regularmente preside las fiestas de los indios, ¿pero qué acto de los suyos, por trivial que sea, no se ahoga en licor? Los bautizos, matrimonios, entierros, una misa que mandan á rezar, un acto religioso cualquiera, sin la más lejana semejanza de fiesta, todo es ocasión obligada de embriaguez », *Diario Oficial*, n°16, 15/02/1889, p. 124.

28 *Código Penal*, Quito, Talleres gráficos de Educación, 1938, p. 90-91.

29 *Diario Oficial*, n°264, 9/09/1890, p. 1985.

30 « Informe del Colector del Hospital, Hospicio y Casa de Temperancia de Cuenca », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos, op. cit.*, 1892, p. 33.

accueillis dans des structures pouvant les réintégrer dans la société ou, du moins, garantir leur salut.

21. Selon la conception que les autorités se font de l'alcoolisme, seules les institutions religieuses peuvent à la fois mener les *ebrios consuetudinarios* vers la rédemption et mettre les Équatoriens en garde contre les dangers de ce fléau. En effet, en 1889, le ministre de Bienfaisance, Elías Lasso, demande l'aide de l'archevêque de Quito, « á fin de que se digne dirigirse á los Ilmos. Obispos Sufragáneos y á los Venerables Curas para que, por todos los medios posibles, y especialmente por el de la predicación, contribuyan á secundar la acción del Gobierno en tan moralizadora obra »³¹. Quelque temps plus tard, à la fin du mandat de Flores, Lasso explique que « el Ejecutivo ha hecho cuanto ha podido, [...] aunque estoy persuadido de que solo la Autoridad eclesiástica podrá conseguir alguna reforma mediante la continua y elocuente predicación contra este vicio »³². L'Église joue donc un rôle central dans la lutte contre l'alcoolisme. C'est la curie de Cuenca qui a fondé la *casa de temperancia* locale en 1876. Par ailleurs, il était prévu de déléguer la gestion de celle qui devait être construite à Quito aux Filles de la Charité. Comme nombre d'établissements de bienfaisance, la casa de Quito ainsi que celle de Cuenca sont placées sous la houlette de la Société de Saint-Vincent-de-Paul.

LA RÉDEMPTION PAR LE TRAVAIL

22. Aux yeux des élites, le moyen le plus efficace de ne pas récidiver dans l'ébriété ou d'abandonner la mendicité est le travail, tandis que l'oisiveté est considérée comme la mère de tous les vices. Pour le responsable financier de l'Hospice de Quito, le travail possède une vertu rédemptrice illimitée : « ¡he aquí un fenómeno que bien merece la atención de médicos y moralistas, el trabajo es el gran regenerador de individuos y pueblos, por desesperante que parezca su miseria y abatida su condición! »³³ C'est ainsi que la priorité est d'apprendre un métier à ceux qui ont été placés dans des établissements de bienfaisance, et de les faire constamment travailler, qu'il s'agisse des mendiants, des ivrognes, des aliénés, des orphelins ou des lépreux. Le responsable financier de l'Hospice de Quito et le ministre de

³¹ *Diario Oficial*, n°137, 25/09/1889, p. 1157.

³² *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos*, op. cit., 1892, p. 70.

³³ « Informe del colector de rentas del Hospicio y Hospital San Lázaro de Quito », « Documentos V. Beneficencia y Caridad », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos*, op. cit., 1890, s. p.

Bienfaisance estiment tous deux qu'en poussant les aliénés à travailler, certains ont même regagné des moments de lucidité, quand ils n'ont pas été guéris³⁴. L'objectif des autorités est donc d'interner les sujets marginaux pour les mettre au travail plutôt que de les laisser déambuler dans les rues.

23. Pour que les mendiants puissent bénéficier de la double fonction du travail, à la fois comme moyen de distraction et de rédemption, des ateliers sont mis en place à l'Hospice de Quito³⁵. Le ministre de Bienfaisance considère la création de ces ateliers également nécessaire dans les *casas de temperancia* de Quito et de Cuenca³⁶. Dans tous les cas, il s'agit de combattre la propension à la paresse : « moralizar a quienes ha corrompido el ocio » dans les *casas de temperancia*³⁷, « evitar que vivan entregados al ocio » à l'Hospice³⁸.

24. Mais le travail n'est pas seulement un moyen de rédemption personnelle pour les sujets marginaux, c'est aussi une manière de se rendre utile à la patrie et au progrès. Le combat des progressistes contre la mendicité et l'ivrognerie, considérés comme fruits de l'oisiveté, s'inscrit donc pleinement dans leur conception positiviste du monde (Medina, 2016 ; 105-146). C'est dans ce contexte qu'ils contribuent à développer une société disciplinaire en renforçant la modalité panoptique du pouvoir qui « a un rôle d'amplification [...] : il s'agit de rendre plus fortes les forces sociales — augmenter la production, développer l'économie, répandre l'instruction, élever le niveau de la morale publique ; faire croître et multiplier » (Foucault, 1975 ; 209). Ainsi, le ministre de Bienfaisance remarque-t-il que, sans l'abus d'alcool, les « fous volontaires » seraient des citoyens utiles à la patrie, des pères de famille respectables et des hommes productifs contribuant à accroître la richesse nationale³⁹. Il insiste donc sur le manque à gagner de la société toute entière qui, du fait du vice de l'ébriété, se verrait privée de nombreux membres utiles⁴⁰. Mera va dans le même sens, lorsqu'il affirme :

34 *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos, op. cit.*, 1890, p. 39 ; « Informe del colector de rentas del Hospicio y Hospital San Lázaro de Quito » et « Documentos V. Beneficencia y Caridad », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos op. cit.*, 1890, s. p.

35 « Informe del Colector de rentas del Hospicio », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos, op. cit.*, 1892, p. 18.

36 *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos, op. cit.*, 1892, p. 70.

37 *Ibid.*

38 « Informe del Colector de rentas del Hospicio », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos, op. cit.*, 1892, p. 18.

39 *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos, op. cit.*, 1890, p. 39.

40 *Ibid.*, p. 70.

Muchísimos trabajos se abandonan ó se hacen mal, porque el aguardiente les ha quitado los brazos ó entorpecido á los jornaleros; mil artesanos faltan á sus compromisos más serios, porque el aguardiente les ha robado las horas de trabajo. [...] ¡Cuántas vidas que podrían haber sido útiles á la patria se han hundido en la huesa abierta prematuramente por la embriaguez! (Mera, 1887 ; 18-19)

25. Pour sa part, le responsable financier de l'Hospice de Quito rappelle le double bénéfice obtenu lorsque les mendiants accueillis dans cet établissement ont pris goût au travail : « ahora todos estos se han dedicado al trabajo, y de este modo se ha hecho un grande beneficio, ya a ellos mismos, ya también a la sociedad »⁴¹.
26. Le projet le plus abouti visant à mettre la réhabilitation des ivrognes au service de la prospérité générale est celui de l'ancien président Antonio Borrero (1875-1876), une des grandes figures du progressisme, devenu gouverneur de la province de l'Azuay, dont Cuenca est la capitale, sous le mandat de Flores. En 1890, Borrero demande au gouvernement d'acheter une ancienne usine à briques, *La Máquina*, afin d'y installer à la fois la *casa de temperancia* et la nouvelle École des Arts et Métiers de Cuenca dirigée par la congrégation salésienne. En réalité, seuls les ateliers salésiens seront finalement installés dans l'ancienne manufacture et la *casa de temperancia* gardera son siège initial. Toutefois, le projet de faire partager un même établissement aux deux institutions serait, selon Borrero, « la base de un grandioso edificio moral, social y doméstico »⁴². L'École et la *casa de temperancia* combindraient alors leurs efforts : les élèves de l'École apprendraient, avant de se corrompre, une industrie ou un art leur permettant de vivre ; quant aux ivrognes, « ils y trouveraient de puissants éléments pour leur réhabilitation physique et morale »⁴³. Le ministre de Bienfaisance est du même avis. Il considère, en effet, que placer les deux institutions dans un même bâtiment permettrait aux ivrognes de se réformer plus rapidement grâce au travail⁴⁴.
27. La fondation des Écoles des Arts et Métiers, sous la houlette des salésiens, à Quito (1887), à Riobamba (1891) et à Cuenca (1893), a pour but à la fois d'améliorer les performances des artisans, dans un souci d'efficacité

41 « Informe del Colector de rentas del Hospicio », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos*, op. cit., 1892, p. 18.

42 « Informe del gobernador de la provincia del Azuay » et « Documentos I. Informes de los gobernadores », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos*, op. cit., 1890, s. p.

43 « Informe del gobernador de la provincia del Azuay », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos*, op. cit., 1890, s. p.

44 *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos*, op. cit., 1890, p. 38.

économique, et d'accroître le contrôle sur les secteurs populaires en retirant la formation des artisans aux corporations, pour la transférer à des établissements sous la tutelle de l'État (Medina, 2016 ; 203-207). Il n'est donc pas surprenant que les autorités attribuent des fonctions disciplinaires semblables à la fois aux écoles des arts et métiers et aux institutions de bienfaisance. Le ministre Elías Lasso considère qu'il est nécessaire de contenir le vice de l'alcool, propre à la « classe ouvrière »⁴⁵ dont les Écoles des Arts et Métiers doivent précisément assurer la régénérescence. En outre, l'Hospice et l'École des Arts et Métiers de Quito sont destinés à pousser les sujets marginaux au travail et disposent pour ce faire d'ateliers similaires : menuiserie, confection, cordonnerie, chapellerie⁴⁶. Finalement, en 1892, le ministre inclut les deux écoles des arts et métiers existantes, celle de Quito et celle de Riobamba, non pas parmi les établissements scolaires du pays, mais parmi les institutions de bienfaisance, au même titre que les hôpitaux, les lazarets, les asiles d'aliénés, les orphelinats, l'hospice de Quito et la *casa de temperancia* de Cuenca⁴⁷.

Conclusion

28. Les institutions de bienfaisance, confiées aux soins des congrégations religieuses ou laïques, comme la Société de Saint-Vincent-de-Paul, ont vocation à discipliner la marginalité et à assurer à la fois le contrôle et la rédemption morale des exclus par le biais du travail et de la religion. Elles complètent en cela l'action de l'appareil répressif et représentent des instruments de premier ordre dans la mise en place d'une société disciplinaire. En contribuant à exclure les sujets marginaux tout en essayant de les réintégrer dans la société à travers la religion, elles forment un système fondé sur « un partage rigoureux qui est exclusion sociale et réintégration spirituelle » (Foucault, 1972 ; 16).
29. La Révolution libérale ne représente pas une rupture radicale de ce point de vue. Les dirigeants libéraux continuent à employer le lexique de la maladie pour désigner la menace que les ivrognes feraient peser sur le corps

45 *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos, op. cit.*, p. 39.

46 « Informe del Colector de rentas del Hospicio » et « Cuadro de la Escuela de Artes y Oficios de los Talleres Salesianos del Sagrado Corazón », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos, op. cit.*, 1892, p. 18 et 39-41.

47 *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos, op. cit.*, 1892, p. 65.

social. Ainsi, en 1900, le ministre de Bienfaisance qualifie-t-il ces derniers de « pestilences sociales »⁴⁸. Pour désengorger l'Hospice de la capitale, qui abrite les mendiants, les orphelins, les aliénés et les ivrognes, Alfaro décide, non pas de construire la *casa de temperancia* prévue dans la capitale depuis 1884, mais d'enfermer les ivrognes dans la prison de Quito, le Panoptique⁴⁹. Du reste, la législation cherchant à mettre les secteurs populaires au service du progrès aura tendance à se renforcer dans les décennies suivantes. Dès 1895, le gouvernement d'Alfaro adopte deux décrets ordonnant la mise en place d'ateliers au commissariat municipal de Guayaquil, ville qui ne dispose pas d'Hospice, pour y faire travailler les *vagos* capturés par les agents de police. Sont considérés comme *vagos* tous les domestiques et tous les artisans qui ne se seraient pas déclarés au commissariat dans un délai de trente jours après la publication desdits décrets⁵⁰. Cette disposition montre bien qu'il ne s'agit pas uniquement de vider les rues des mendiants, mais également d'assurer le contrôle de l'État sur la main d'œuvre urbaine. En outre, si le code pénal de García Moreno se limitait à prévoir la surveillance policière pour les mendiants, le code pénal de 1906, approuvé par les libéraux, ordonne que les *vagos* soient retenus dans un « établissement industriel » pour une durée d'un à trois ans⁵¹. Le code pénal de 1938 complètera cette disposition en ordonnant leur internement dans des « colonies agricoles pénales » également⁵².

30. La principale différence entre le progressisme et la Révolution libérale, en ce qui concerne la politique publique de bienfaisance, est la sécularisation de cette dernière, en 1908. Avant le triomphe de la Révolution, le clergé était le dépositaire de fonds publics et privés destinés à la protection des pauvres, ce qui lui permettait d'accumuler de nouvelles richesses sur cette base, mais aussi de préserver une influence permanente sur la vie matérielle et spirituelle des exclus (Kingman, 1996 ; 100). C'est ce pouvoir de l'Église que les libéraux cherchent à combattre par le biais de la loi de *manos muertas* de 1908, qui nationalise les établissements cléricaux de bienfaisance et les propriétés ecclésiastiques dont la production était destinée à en financer le maintien.

48 *Informe del Ministro de lo Interior y Policía, Beneficencia, etc. al Congreso ordinario de 1900*, Quito, Imprenta Nacional, 1900, p. 16.

49 *Ibid.*, p. 16-17.

50 *Registro Oficial*, n°38, 26/10/1895, p. 297-298 ; n°39, 29/10/1895, p. 310-311.

51 *Código penal, op. cit.*, 1906, p. 76-77.

52 *Código penal, op. cit.*, 1938, p. 90-91.

31. Par ailleurs, le renforcement des dispositifs visant à exclure de l'espace public les sujets considérés comme indésirables se produit parallèlement aux efforts de rénovation urbaine entrepris par le pouvoir municipal et central. À Guayaquil, par exemple, le réseau d'eau potable est inauguré en 1892. À Quito, de grands travaux sont en cours sous le mandat de Francisco Andrade Marín, président du conseil municipal en 1888-1890 puis en 1892-1893. Il s'agit d'un processus de longue haleine : Eduardo Kingman rappelle que le Conseil municipal de Quito a pris des mesures d'assainissement tout au long du XIX^e siècle :

Medidas asumidas frente a las pestes o aquellas adoptadas para el control de los lázaros, de los locos que deambulaban por la ciudad, así como para el cuidado de las acequias, quebradas, calles, plazas, edificaciones públicas, los mercados, pesebreras, carnicerías. [...] Se trataba de medidas que respondían a la idea de ornato, así como a la de beneficencia, tanto en un sentido amplio, referente al cuidado de la ciudad, de la familia, de los abastos y los medios de transporte, como en sentido restringido de asistencia a los pobres; esto es, de protección y vigilancia. (Kingman, 2006 ; 277-278)

32. Il ne s'agit pas là d'une coïncidence. En réalité, ces deux aspects complémentaires, la protection et la surveillance, correspondent à un même et unique projet : consolider le monde urbain comme espace de la civilisation, de l'ordre et du progrès, par opposition, d'une part, au monde rural, dominé, démographiquement, par les indiens, qu'il s'agit de « civiliser » et d'intégrer à la nation (Kingman, 2006 ; 125) et, d'autre part, aux régions en marge de l'espace national, notamment l'Amazonie, habitée par des peuples indiens considérés comme « sauvages ». Les progressistes s'efforcent donc de relier les principales villes du pays, par le télégraphe, par de nouvelles routes, par le chemin de fer, afin de créer un espace structuré par les villes qui serve de colonne vertébrale à la consolidation de l'État-nation équatorien. En somme, la politique de bienfaisance des progressistes visant à vider les rues de villes équatoriennes, et en particulier de la capitale, des sujets marginaux, notamment les ivrognes et les mendiants, s'inscrit plus largement dans leur projet de construction nationale et de modernisation économique.

Bibliographie

SOURCES PRIMAIRES :

Asilo de mendigos, Quito, Imprenta de Sanz, 1891.

Código penal de la República del Ecuador, Quito, Imprenta nacional, 1871.

Código penal y Código de enjuiciamientos en materia criminal de la República del Ecuador, Nueva York, Imprenta de Las Novedades, 1889.

Código penal de la República del Ecuador, Quito, Imprenta nacional, 1906.

Código Penal, Quito, Talleres gráficos de Educación, 1938.

Diario Oficial, 1889-1891.

El Nacional, 1884 et 1887-1888.

Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública, Justicia, Beneficencia y Caridad y Estadística al Congreso constitucional de 1890, Quito, Imprenta de la Universidad, 1890.

Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos, Instrucción pública, Justicia, Beneficencia y Caridad y Estadística, al Congreso Constitucional de 1892, Quito, Imprenta del Gobierno, 1892.

Informe del Ministro de lo Interior y Policía, Beneficencia, etc. al Congreso ordinario de 1900, Quito, Imprenta Nacional, 1900.

MERA Juan León, *Observaciones sobre la situación actual del Ecuador*, Ambato, Imprenta de Salvador R. Porras, 1887.

Registro Oficial, 1895.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE :

AYALA MORA Enrique, *Historia de la Revolución liberal ecuatoriana*, Quito, Taller de Estudios Históricos-Corporación Editora Nacional, 2002.

BENÍTEZ ARREGUI Sylvia, *Voces de mujeres de la plebe en el Hospicio de Quito, 1785-1816*, Quito, Universidad Andina Simón Bolívar sede Ecuador-Corporación Editora Nacional, 2015.

CÁRDENAS REYES María Cristina, *Región y Estado nacional en el Ecuador. El progresismo azuayo del siglo XIX (1840-1895)*, Quito, Academia Nacional de Historia-Universidad Pablo de Olavide, 2005.

DÉMELAS Marie-Danielle et SAINT-GEOURS Yves, *Jérusalem et Babylone. Politique et religion en Amérique du sud: l'Équateur, XVIIIe-XIXe siècles*, Paris, Éditions recherches sur les civilisations, 1989.

FOUCAULT, Michel, *Histoire de la folie à l'âge classique*, Paris, Gallimard, 1972.

FOUCAULT, Michel, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.

KINGMAN Eduardo, « De la beneficencia de antaño a la auténtica caridad », *Procesos. Revista Ecuatoriana de Historia*, n°8, 1996, p. 99-117.

KINGMAN Eduardo, *La ciudad y los otros. Quito, 1860-1940. Higienismo, ornato y policía*, Quito, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales sede Ecuador, 2006.

MEDINA, Alexis, *Le progressisme et la réforme de l'État en Équateur, 1883-1895*, thèse de doctorat, Études hispaniques et hispano-américaines, Université Paris Nanterre-Universidad de Cádiz, soutenue le 2 décembre 2016,
<https://bdr.u-paris10.fr/theses/internet/2016/2016PA100129/2016PA100129.pdf>

ORTIZ CRESPO, Gonzalo, *La incorporación del Ecuador al mercado mundial: la coyuntura socio-económica 1875-1895*, Quito, Banco Central del Ecuador, 1981.